

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1537 - 8 novembre 1990 - 2,5 F

D 1537 **GUATEMALA: RENCONTRE A OTTAWA** ENTRE LE PATRONAT ET LA GUÉRILLA

Après l'accord d'Oslo du 30 mars 1990 et celui de l'Escorial du 1er juin entre le gouvernement et la guérilla (cf. DIAL D 1526), c'est au tour des milieux patronaux de prendre part aux discussions politiques avec l'unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), la guérilla du Guatemala. La rencontre a eu lieu à Ottawa, au Canada, les 31 août et 1er septembre 1990. Qualifiée par l'URNG d'"étape hautement positive" et "d'une importance extraordinaire", la rencontre a provoqué "la satisfaction" des milieux patronaux. Le 23 octobre les pourparlers reprenaient à Mexico entre le gouvernement et la guérilla. A la veille des élections générales du 11 novembre prochain, tout cela augure d'un climat nouveau.

Note DIAL

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ COORDINATEUR DES ASSOCIATIONS AGRICOLAS, COMMERCIALES, INDUSTRIELLES ET FINANCIÈRES

Les milieux patronaux du Guatemala organisés dans le Comité coordinateur des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF), au terme de leur réunion avec la direction de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) à Ottawa, Canada, en application de l'Accord d'Oslo établissant les procédures permettant la recherche d'une paix ferme et durable pour notre pays, et en réponse à l'invitation de la Commission nationale de réconciliation (CNR),

Font savoir à la communauté guatémaltèque et à la communauté internationale:

1. Qu'ils sont venus à cette réunion avec toute la bonne foi possible, en toute confiance et avec la meilleure bonne volonté, dans la ferme intention de parvenir à une éradication de la violence comme moyen nécessaire pour le Guatemala d'obtenir un développement économique et social soutenu, stable, permettant d'inaugurer une nouvelle étape de concorde et d'unité nationales, permettant aussi de régler pacifiquement et effectivement les grands problèmes qui sont les nôtres, de sorte que nous puissions relever avec courage les défis qui s'ouvrent devant nous.

2. Le CACIF a fait savoir à la direction de l'URNG que, pour pouvoir régler les problèmes sociaux et économiques qui affectent la population, il est nécessaire de remplir une condition préalable: à savoir que ces problèmes doivent être abordés et traités dans le cadre constitutionnel et juridique du pays, faute de quoi ils ne pourraient que devenir plus aigus et se solder par une frustration des espoirs de tous les Guatémaltèques quant à la paix tant désirée, indispensable à la réussite des efforts conjoints pour un progrès matériel, culturel et spirituel de tous les Guatémaltèques.

3. Le CACIF exprime sa satisfaction devant la position prise par la direction de l'URNG au cours de cette première réunion, quand elle a dit être d'accord avec les milieux patronaux "dans leurs aspirations déclarées à oeuvrer à la construction d'un Guatemala où la liberté de l'homme serait respectée dans toutes ses manifestations et où ses droits seraient entièrement garantis". Le CACIF espère que cet objectif sera immédiatement atteint, vu que la paix ne peut attendre davantage au Guatemala.

4. Lors des conversations qui se sont déroulées dans un climat de respect et de bonne volonté, des désaccords sont apparus. Les milieux patronaux ont répété que ces désaccords doivent être dissipés et réglés pacifiquement, dans le cadre constitutionnel et légal en vigueur.

5. Le CACIF espère que la direction de l'URNG concrétisera sa volonté d'oeuvrer à la construction d'un Guatemala pacifique, plus prospère et plus riche, pour le bien-être des citoyens.

6. Il faut que tous les milieux composant la société guatémaltèque fassent le maximum d'efforts pour parvenir à l'unité nationale et relèvent le défi de la situation présente.

7. Les milieux patronaux guatémaltèques expriment au gouvernement canadien leur profonde reconnaissance pour l'intérêt manifeste qu'il a porté au Guatemala dans sa recherche de la paix, et qui s'est traduit par les facilités rapidement accordées pour la tenue de cette réunion. Ils expriment également leur reconnaissance à la Commission nationale de réconciliation qui, dans le cadre de la mission qu'elle s'est donnée, franchit avec succès une nouvelle étape dans ses efforts pour parvenir à une paix ferme et durable dans notre nation.

Ottawa, Canada
le 1er septembre 1990

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 350 F - Etranger 410 F - Avion 480 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441